Michèle LEFLON
Ardennes

Sécurité sociale, Sécurité Emploi Formation : nous voulons la sécurité du partage !
Développons le projet communiste !

Je voterai pour la base commune proposée par le conseil national. Avec ses interrogations elle correspond à la réalité de notre parti, dans la France de 2016, une réalité marquée par la nécessité de se sortir de l'impasse politique dans laquelle est notre pays, car ne pas tenir compte de l'état d'esprit des communistes et plus largement de tout le peuple de gauche, piégé par la constitution de la Vème république, divisé sur la meilleure manière de répondre à l'offensive des forces du capital, relèverait d'un déficit d'analyse et d'une stratégie aventureuse, oubliant qu'il faut partir du réel pour le transformer. Oui, les forces de progrès sont en difficulté dans notre pays et il nous faut faire avec : c'est ce que propose la base commune avec un volontarisme réaliste !

Pour autant, l'enjeu des débats autour de la stratégie ne doit pas nous conduire à négliger dans les discussion du congrès notre projet.

Les échecs des gouvernements de gauche, dominés par le PS, depuis 1981, témoignent de la capacité des forces du capitalisme à ne pas se laisser apprivoiser ! Pire, l'espoir d'avancées sociales, un espoir parfois réalisé, les 35 h par exemple, a freiné les luttes, favorisant les succès du patronat, retournant à son profit les transformations de la société et développant une idéologie conforme à ses intérêts : il n'y aurait pas d'alternative. L'aménagement du capitalisme voulu par les forces sociales-libérales est une impasse.

Nous sommes devant un enjeu très complexe : proposer des solutions radicales, rompant avec le capitalisme, ne lui permettant pas de retourner à son profit les politiques menées, tout en ayant pour tout de suite des mesures améliorant la vie de notre peuple et capables de rassembler largement, des propositions communistes. C'est aussi l'inquiétude sur notre incapacité à élaborer des propositions communistes rassembleuses qui portent certains de nos camarades à se tourner vers les textes alternatifs, dans toutes les contradictions de ces textes. Des propositions novatrices communistes, c'est pourtant au cœur des pratiques du PCF.

Des propositions communistes, c'était le sens de la création de la sécurité sociale il y a 70 ans et nous devons nous appuyer sur cette politique révolutionnaire, d'autant plus que sa déconstruction est en cours et que nous ne pouvons nous contenter d'être sur la défensive. Il nous faut des propositions offensives !

La loi Touraine, la loi d'adaptation de la société au vieillissement, la loi de financement de la sécurité sociale 2016 sont concordantes dans leur projet de société : un minimum pour tous et à chacun de se débrouiller pour dépasser ce qui ne relève que de la survie dans un monde dominé par la marchandisation de tout et l'aggravation des inégalités sociales à un stade jamais égalé. Ce n'est qu'une forme nouvelle de la charité de l'époque du capitalisme paternaliste pour faire oublier la réalité des rapports sociaux de domination.

Les documents ne manquent pas, proposant des réformes de grande ampleur pour une société du chacun pour soi, hypocritement accompagnée de miettes pour ceux qui ne veulent pas ou ne réussissent pas dans la mise en concurrence de chacun avec chacun. Ils s'appuient souvent sur l'évolution ultrarapide de notre société, en particulier la révolution numérique et l'aspiration à un travail émancipé qu'il faudrait détourner : même si le salariat reste largement majoritaire, le « free-lance » séduit de plus en plus ceux, en particulier des jeunes, qui refusent le lien de subordination et l'on connaît toute la souffrance au travail engendrée par le fossé entre le travail prescrit et le travail réel. Parmi ces documents, citons, mais la liste pourrait être beaucoup plus longue :

- La note du Conseil d'Analyse Economique n°28, sous prétexte de simplification, propose, entre autre, de séparer les remboursements de soins, confiés à l'impôt et les indemnités journalières, rassemblées dans un grand paquet avec les indemnités chômage.
- Le récent rapport du conseil national du numérique a mis sur la place publique le débat du revenu minimum universel

- Terra Nova, sous forme de politique fiction, anticipe un compte personnel d'activité « amélioré » … pour un monde fait de petits boulots !

C'est une entreprise idéologique de grande ampleur que mène le capitalisme, avec l'aide du gouvernement socialiste. Et cela va vite comme avec le projet de loi travail, qui, au delà des ouvertures très concrètes pour le patronat, oublie le rapport d'asymétrie entre le salarié et son employeur : la lutte de classe n'existerait plus !

Mais même si on observe une droitisation de notre société, il reste de sérieuses résistances, comme en témoigne la rapidité de la levée de boucliers contre le projet de loi El Khomri. A nous d'aider par nos propositions à donner des points de repères. Il n'est plus possible de concevoir un réel changement par un simple accompagnement du capitalisme : **C'est bien la question des pouvoirs qu'il nous faut aborder, des pouvoirs des salariés dans leurs entreprises, des pouvoirs des citoyens sur la nature du développement économique que nous voulons.**

Evidemment, il faut changer la place du curseur de la répartition des richesses, et pas seulement à la marge, en France, en Europe et dans le monde, et d'ailleurs, quand il y a des succès dans ce domaine, cela contribue à lutter contre l'idéologie de la fin de l'histoire.

Mais ce n'est pas suffisant. Ecoutons d'ailleurs notre peuple, même dans ses dérives les plus odieuses : le vote FN n'est pas que raciste, tout du moins dans la classe ouvrière du grand nord est de la France, qui a su accueillir des générations du sud de l'Europe, de Pologne, du Magreb... C'est surtout un appel à la reconnaissance de son travail, un refus de l'assistance, évidemment dans une impossible confusion idéologique. C'est bien avant tout de dignité qu'il s'agit !

Le débat sur le revenu minimum universel - avec des noms et des contenu divers – illustre les questions idéologiques. Même si le revenu minimum universel peut être séduisant – son universalité romprait avec la fragmentation de notre société ; son attribution, indépendante de la place dans la famille, libérerait des femmes de l'angoisse du lendemain – il ne serait qu'une emplâtre sur une jambe de bois en ne changeant rien aux rapports de classe, permettant juste de vivoter, dans un monde toujours dominé par les forces du capital, pouvant toujours décider que la dégradation de notre planète n'est rien face à leurs objectifs de profits, que l'économie doit être dominée par cette même recherche de profits, plutôt que par la satisfaction des besoins, que réduire le nombre d'emploi est bien si cela enrichit une infime minorité, que le salariat est dépassé : mieux vaut acheter la prestation d'un travailleur indépendant, sans cotisation sociale …Et même dans ses formes les plus progressistes (salaire universel), les possibilités de récupération par la bourgeoisie sont majeures !

Quelles propositions ?

L'instauration de la Sécurité Sociale il y a 70 ans a été une illustration d'un contenu révolutionnaire : les cotisations, prélevées là où se créent les richesses, sont une part de la valeur ajoutée, une part qui ne va pas aux profits. Nos propositions de modulation des cotisations en fonction de la qualité des emplois participent à ce cercle vertueux.

<u>L'exigence du remboursement à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits</u> est particulièrement facile à porter avec les renoncements du gouvernement actuel sur le tiers payant intégral. Il va évidemment beaucoup plus loin : non seulement il lutte contre les renoncements aux soins (tiers payant, mais aussi suppression des franchises ...) mais aussi il redore la place de la sécurité sociale, un germe de communisme, disons nous souvent.

Cette exigence doit s'accompagner d'exigences démocratiques : le retour à des élections des administrateurs salariés de la sécu. Il nous faut y reprendre le pouvoir et permettre à chaque citoyen de se réapproprier la sécurité sociale comme sienne.

La domination capitaliste se sert du chômage comme d'un outil d'oppression supplémentaire, marquant durablement notre société, que ce soit par le nombre de personnes en recherche d'emploi, ou les pressions faites sur les salariés du privé comme du public avec une casse organisée des services publics. Les chaînes du free-lance sont plus masquées, mais souvent tout aussi fortes !

C'est pourquoi notre projet de Sécurité Emploi Formation est structurant. N'hésitons d'ailleurs pas à revendiquer notre antériorité : l'importance prise par la notion de sécurisation des parcours professionnels témoigne bien que les communistes avaient vu juste. Alors, continuons en criant le

« zéro chômeurs ». Là aussi, la question des pouvoirs est essentielle : la réappropriation par les salariés du contenu de leur travail, du contenu des formations. Des droits nouveaux des salariés dans la gestion de leurs entreprises, dans les choix économiques et sociaux, sont un des chemins vers le dépassement du capitalisme. Nos propositions sur le crédit, sur un nouveau rôle de la BCE aussi ! Accélérons nos réflexions sur l'économie sociale et solidaire pour proposer un cadre au free-lance autre que celui des plateformes capitalistiques, pour ouvrir des pistes pour ceux qui veulent, tout de suite, s'extraire des rapports de domination du salariat.

Sécurité sociale, Sécurité Emploi Formation : nous voulons la sécurité du partage !